

<https://www.aefinfo.fr/depeche/715498-abandon-du-choc-des-savoirs-revalorisation-salari...>

✍ Elise Le Berre

🕒 5 min read

Abandon du choc des savoirs, revalorisation salariale... : ce qu'attend une intersyndicale du futur gouvernement

"Des mesures d'urgence qui donneront le signal d'une rupture claire avec les politiques menées depuis 2017" : c'est ce qu'attend du futur gouvernement une intersyndicale réunissant la FSU, l'Unsa-Éducation, la Fneq.FP.FO, la CFDT Éducation, Formation et Recherche Publiques, la CGT Éducation et SUD-Éducation. Celle-ci relève, dans un communiqué publié le 12 juillet 2024, qu'à la suite des élections législatives anticipées, "la majorité gouvernementale relative a été largement désavouée".



En vue de la rentrée 2024 et d'une alternance politique, l'intersyndicale appelle à "des mesures d'urgence" pour l'école. jl

Alors que, selon certains médias, la démission officielle du Premier ministre et de son gouvernement pourrait intervenir le 17 juillet prochain, à la veille de l'ouverture de la 17^e législature et de l'élection du nouveau président de l'Assemblée nationale, l'intersyndicale dénonce les "prises de parole médiatiques" de Nicole Belloubet sur les mesures du "choc des savoirs", applicables dès la rentrée, qui lui apparaissent "comme des provocations" et "viennent confirmer que le gouvernement, à l'instar du président Macron, refuse de respecter le résultat des élections" ([lire sur AEF info](#)).

Abandon du "choc des savoirs" et revalorisation salariale

Et les organisations de dresser leurs attentes envers le futur gouvernement, à commencer par l'abandon des mesures du "choc des savoirs", auquel sont opposés les syndicats. Cet abandon est par ailleurs porté par le NFP, arrivé en tête aux élections législatives, et, côté RN, en troisième position dans l'Hémicycle, par l'ancien JG Roger Chudeau ([lire sur AEF info](#), [ici](#) et [là](#)). Alors que des textes sont encore attendus sur la labellisation des manuels et les nouveaux programmes de français et mathématiques des cycles 1 et 2 - l'application étant reportée en septembre 2025 -, l'intersyndicale appelle à ce que "la mobilisation" initiée "depuis six mois soit enfin entendue" ([lire sur AEF info](#)).

Autre demande : engager des discussions sur une revalorisation salariale "sans contreparties". Nicole Belloubet a estimé cette semaine sur *franceinfo* que, concernant la rémunération des enseignants, "il y a toujours des efforts à faire, notamment pour les milieux de carrière qui doivent bénéficier d'une revalorisation".

Pour l'intersyndicale, "aucune catégorie ne devra être oubliée", et il y a "urgence à ouvrir les concertations pour la création d'un statut de la fonction publique pour les personnels AESH". Le "plan d'action métier AESH", annoncé par le gouvernement à l'issue du comité interministériel du handicap, qui devait être discuté avant l'été, est pour l'instant suspendu, suite aux résultats des élections législatives anticipées ([lire sur AEF info](#)).

Enfin, les organisations syndicales demandent l'abrogation de la réforme des retraites, "symbole d'une injustice économique et sociale mais aussi des pratiques autoritaires du pouvoir par Emmanuel Macron qui a refusé d'entendre les organisations syndicales et la rue tout au long du printemps 2023".

Dépêche n° 715498